

Annnonce de la fermeture de deux usines de Michelin (journaux locaux)

Michelin a annoncé ce mardi la fermeture au plus tard début 2026 de ses usines de Vannes et de Cholet. Dans la ville du Morbihan, le groupe emploie 299 salariés, qui se sont rassemblés devant le site pour exprimer leur colère et leur "dégoût ».

Alors que la direction du géant français du pneu a annoncé la fermeture avant 2026 de deux usines dans le Morbihan, les salariés de celle de Cholet poursuivent leur mouvement de protestation contre cette décision. Une manifestation est prévue ce vendredi. Les salariés de Michelin à **l'usine de Cholet** étaient mobilisés toute la nuit. Une grève qui dure depuis ce mardi 5 novembre, après l'annonce du groupe **d'un plan social impliquant la fermeture de deux usines** dans la ville du Maine-et-Loire, mais également à Vannes dans le Morbihan. **Au total, 1.254 emplois sont concernés par cette vague de licenciements.**

"Michelin c'est une famille, maintenant on la détruit", regrette auprès de BFMTV Éric Mariel, salarié de 61 ans concerné par ces mesures. "Cela fait plus d'un an qu'on ne veut rien nous dire (...) et du jour au lendemain, en 10 minutes c'est fait. Ils nous ont vraiment pris pour des chiens", dénonce de son côté Gregori Garcia à notre micro.

La vente de pneus en berne

Le groupe Michelin justifie ce plan social "inéluçtable" par **l'effondrement des ventes de pneus** pour camion et camionnettes à cause d'une concurrence asiatique rude mais aussi la "dégradation de la compétitivité de l'Europe". Ce dernier promet en contrepartie d'accompagner les salariés vers d'autres offres d'emploi dans le groupe ou en externe mais aussi en pré-retraite.

"Il est pas question que quiconque se retrouve à **France Travail** alors que Michelin est un groupe milliardaire", défend Bastien You, délégué CGT Michelin, qui qualifie ces propositions de "mensonges".

Ce mardi, **Michel Barnier a dit être "en désaccord"** avec la décision du groupe automobile et a indiqué avoir rencontré son PDG Florent Menegaux "il y a quelques jours".

Dans le même temps, le groupe Auchan a aussi annoncé la suppression de 2.400 emplois ce mardi. Ce qui a poussé le Premier ministre à se demander ce que ces groupes ont fait "de l'argent public qu'on leur a donné".

Sur le sujet du fameux **crédit d'impôt recherche** qui s'élève à 55 millions d'euros pour Michelin, l'entourage de la direction de l'entreprise a justifié que "ce crédit a permis de rapatrier des activités de recherche et développement du Japon et des États-Unis en France, rendant le coût d'un chercheur en France compétitif avec l'Allemagne et d'autres pays."